

## 1. Esprits Libres

## Jacques Julliard “À gauche, La culture de gouvernement est en train de disparaître”



N/A

**PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE DEVECCHIO** Le grand historien de la gauche analyse la campagne présidentielle sur fond d’effondrement de la social-démocratie en Europe. Il revient sur le quinquennat de François Hollande, la stratégie perdante de Benoît Hamon et le phénomène Macron, « candidat des bobos, des intellectuels et des banquiers, pas celui des ouvriers, des employés ».

Macron, Mélenchon, Hamon, Hollande : au seuil du premier tour de la présidentielle, Jacques Julliard dessine le paysage d’une gauche dévastée. Pour l’historien et théoricien, la social-démocratie traverse une crise profonde car l’alliance du progrès et de la justice, de la bourgeoisie et du peuple, sur laquelle elle est fondée, s’est brisée sur fond de « mondialisation heureuse » et de montée en puissance de l’islamisme. Une nouvelle alliance contre nature entre les métropoles et les banlieues, les bobos et les minorités, voit le jour tandis que la majorité des ouvriers, employés, artisans et petits commerçants se tournent vers le Front national. Pour Julliard, qui veut croire à une social-démocratie rénovée, la gauche sans le peuple n’a pas de sens. Si elle ne veut pas disparaître, elle doit renouer socialement, mais aussi culturellement, avec les classes populaires.

**A la veille du premier tour de la présidentielle, la gauche est explosée façon puzzle. Comment en est-on arrivé là ?**

D’abord, un constat global. Ni la gauche ni la droite n’ont jamais représenté 51 % des voix en France. Il y a toujours eu des voix centristes. Cependant, je me souviens de Mitterrand disant : « La gauche, c’est environ 43 % des voix. » Depuis quelques années, la gauche ne pesait plus qu’environ 35 % des voix. Elle est désormais menacée de descendre en dessous de 30 % des suffrages. Les voix promises à Mélenchon et Hamon ainsi qu’aux petits candidats trotskistes ne représentent pas plus. La gauche classique est ainsi tombée de 43 % à moins de 30 %.

Il y a deux phénomènes qui expliquent ce basculement. D’abord, ce que j’appelle le paradoxe de la social-démocratie. Il s’agit d’un phénomène français, mais aussi européen et mondial. La social-démocratie au sens large du terme, qui a longtemps dominé l’Europe, est aujourd’hui presque partout en recul notamment en Espagne, où elle est menacée de tronçonnement comme en France ou en Angleterre où, sous la forme de la « Corbynisation », elle est promise à rester dans l’opposition. Dans le monde, le grand parti brésilien de Lula ou le Parti démocrate aux Etats-Unis sont aussi en difficulté.

Or, paradoxalement, la demande de social-démocratie n’a jamais été aussi forte. Partout - en Chine, en Inde ou au Brésil, mais aussi en Europe -, les classes populaires réclament une protection sociale associée à un minimum de liberté. Ceux qui disent que la social-démocratie appartient au passé se trompent. D’ailleurs, même la droite, dans la plupart des pays, est obligée de tenir compte de cette exigence plus moderne qu’on ne le croit. En France, précisément, nous assistons au même phénomène de crise de la social-démocratie. Ceux qui disent que tout est de la faute de François Hollande se trompent. Dans d’autres pays, des présidents différents sont arrivés au même résultat.

**François Hollande, que vous avez soutenu, a néanmoins une part de responsabilité...**

François Hollande a perdu le contrôle du parti, ce qui n’était pas arrivé depuis longtemps à un chef socialiste au pouvoir. En cours de mandat, il a vu les frondeurs le quitter et, lors de la primaire, devenir majoritaires au sein du Parti socialiste. Du point de vue institutionnel, c’est une défaite incroyable. Il avait été secrétaire du PS pendant des années et passait pour un homme d’appareil capable de manœuvrer. En réalité, il a fait preuve de trop de faiblesse au début de son mandat, laissant les opposants au sein de son parti s’affirmer jusqu’au point où il a perdu le pouvoir de les faire rentrer au bercail ou de les sanctionner